

ID: 080-288000029-20240209-CDG_24_063-AR

Arrêté n° C/24-014 CDG.24.063

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SOMME

COMPOSITION DU JURY DES CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR L'ACCES AU GRADE D'ADJOINT ADMINISTRTIF PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE SESSION 2024

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme,

VU le Code Général de la Fonction Publique, Livre III, Titre II, et notamment les articles L.321-1 à L.321-3, L.325-1 à L.325-26 à L.325-31, L.325-38 à L.325-43,

VU le Code Général de la Fonction Publique, Livre IV, Titre V, et notamment les articles L.452-34, L.452-35 et L.452-38,

VU la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi nº 2017-86 du 27 janvier 2017 modifiée relative à l'égalité et à la citoyenneté,

VU la loi nº 2021-689 du 3 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire,

VU le décret n° 81-317 du 7 avril 1981 modifié fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours,

VU le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints administratifs territoriaux,

VU le décret n° 2007-109 du 29 janvier 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des Adjoints administratifs territoriaux principaux de 2ème classe,

VU le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la Fonction Publique Française,

VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la Fonction Publique de l'Etat, de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 2018-114 du 16 février 2018 relatif à la collecte de données à caractère personnel relatives aux caractéristiques et au processus de sélection des candidats à l'accès à la fonction publique et créant la « Base concours »,

VU le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles,

VU le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

VU le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021 pris en application de l'article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs centres de gestion,

VU le Code du Sport, Titre II, Chapitre I, disposant en son article L. 221-3 que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature aux concours publics, sans remplir les conditions de diplômes,

VU l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant le programme des matières des épreuves des concours pour le recrutement des Adjoints administratifs territoriaux de l^{ère} classe,

VU l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale,

Envoyé en préfecture le 12/02/2024

Reçu en préfecture le 12/02/2024

Publié le 12/02/2024 | relatives

VU l'arrêté du 4 mai 2020 fixant la nature et le format des données à c caractéristiques et au processus de sélection des candidats à l'accès à la fonction de la foncti leur transmission au service chargé de la « Base concours »,

VU le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts de France en date du 13 juin 2022,

VU la convention relative à l'organisation et au financement des concours et examens professionnels, et à la mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts de France en date du 17 octobre 2023,

VU le recensement des postes vacants dans les collectivités du département de la Somme,

VU l'arrêté n° CDG.23.271 en date du 8 août 2023 portant organisation des concours externe et interne pour l'accès au grade d'Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe, session 2024,

VU l'arrêté nº C/24-013 en date du 6 février 2024 fixant la liste des candidats admis à concourir aux concours externe et interne d'Adjoint administratif principal de 2ème classe, session 2024,

- ARRETE -

Article 1er - Le jury des concours externe sur titres avec épreuves et interne sur épreuves pour l'accès au grade d'Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe dont les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront à Amiens à compter du jeudi 14 mars 2024, est composé comme suit :

Collège des élus locaux :

- Présidente : . Madame Bénédicte THIEBAUT, Vice-Présidente du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme, Maire de Roiglise, Présidente de la Communauté de communes du Grand Roye à Montdidier.
 - Monsieur Franck DARRAGON, Vice-Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme, Maire de Salouël. Monsieur Franck DARRAGON assurera les fonctions de Président du Jury dans le cas où Madame Bénédicte THIEBAUT serait dans l'impossibilité de poursuivre sa mission.

Collège des personnalités qualifiées :

- Madame Emmanuelle DESCAMPS, Attaché territorial principal, Directrice du Territoire d'Action Sociale au Conseil départemental de la Somme,
- Monsieur Gilles SAVARY, Attaché principal territorial, Directeur général des services adjoint à la mairie de Roye, à la retraite.

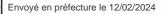
Collège des fonctionnaires territoriaux :

- Madame Cécile WACHTER, Attaché territorial principal, Directrice adjointe du Territoire d'Action Sociale d'Amiens au Conseil Départemental de la Somme,
- Monsieur Jérôme FREROT, Agent de maîtrise à la Mairie d'Abbeville, représentant de la catégorie Cadésigné par tirage au sort parmi les représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire compétente.

Article 2 - Sont désignés en qualité de correcteurs pour participer avec les membres du jury à la correction des épreuves d'admissibilité:

- Mesdames Pascale FONTAINE et Sandrine COINTE,
- Messieurs Michel CINET, Jacques DESCAMPS et Patrice DUFLOT.

Article 3: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir ou plein contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois à compter de sa publication.



Reçu en préfecture le 12/02/2024

ID: 080-288000029-20240209-CDG_24_063-AR







Arrêté nº C/24-014

<u>Article 4</u> - La Directrice du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du Centre de Gestion et transmis à Monsieur le Préfet du Département de la Somme.

Fait à Amiens, le 9 février 2024

Le Président,

Claude CLIQUET

Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté.

Envoyé en préfecture le 12/02/2024 Reçu en préfecture le 12/02/2024 52LO

ID: 080-288000029-20240209-CDG_24_063-AR